

SOMMET EXTRAORDINAIRE DES CHEFS D'ÉTAT D'AFRIQUE CENTRALE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE LA SOUS-RÉGION

DISCOURS D'OUVERTURE DE S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN.

**Messieurs les Présidents et Chers Frères,
Madame la Directrice Générale du Fonds Monétaire International,
Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République Française,
Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais, tout d'abord, vous souhaiter, ainsi qu'aux délégations qui vous accompagnent, une chaleureuse et fraternelle bienvenue et un agréable séjour au Cameroun.

Je voudrais également vous remercier très sincèrement d'avoir accepté notre invitation à la présente concertation. Par votre présence, vous témoignez, une fois encore, votre attachement à notre sous-région et votre souci constant de relever les défis qui l'interpellent.

Je salue tout particulièrement la présence de Madame Christine Lagarde, Directrice Générale du Fonds Monétaire International, et de Monsieur Michel Sapin, Ministre français de l'Economie et des Finances.

Ils ont bien voulu venir jusqu'à Yaoundé, pour se joindre à nous aujourd'hui.

Comme vous le savez, pendant une longue période, notre sous-région a joui d'une stabilité macro-économique appréciable : une croissance forte, une inflation faible et des réserves de change abondantes ont été sa caractéristique.

La situation a aujourd'hui changé.

Les cours de nos matières premières, dont le pétrole, ont connu une chute brutale. Associée à d'autres chocs exogènes (terrorisme, nombreuses manifestations d'insécurité), cette crise a profondément contribué à fragiliser nos économies. Leur croissance a reculé, l'inflation a repris et nos réserves de change ont substantiellement baissé.

Cette situation, si elle venait à perdurer, pourrait mettre en péril les fondements de notre sous-région et de notre Communauté Economique et Monétaire.

Nous devons donc agir, et vite ; nous devons agir ensemble.

Les projections actuelles, nous le savons, n'indiquent pas un retournement favorable, à brève échéance, des marchés internationaux de matières premières.

Messieurs les Présidents et Chers Frères,

La présente concertation nous donne donc l'occasion d'esquisser une réponse commune face à un environnement économique international incertain. Cette réponse devrait tenir compte de la nécessité de préserver la stabilité économique de notre sous-région et sa pérennité à long terme.

Notre réponse commune devrait également tenir compte des impératifs sociaux de nos Etats, dans un contexte où nous devons faire face aux besoins pressants de nos populations.

Messieurs les Présidents et Chers Frères,

Au regard de la situation que je viens d'évoquer, permettez-moi d'exprimer la ferme conviction que la solidarité constante et agissante, dont nous avons toujours fait preuve, devrait être de nouveau mise à contribution.

Il nous faut trouver les voies, les meilleures, vers une sortie de crise maîtrisée.

Nul doute que la communication de la Directrice Générale du Fonds Monétaire International nous apportera des éclairages utiles sur la perception que l'organisation qu'elle dirige a des problèmes économiques de notre sous-région.

Je n'ai pas de doute que les conseils avisés et l'assistance technique constante du FMI et des autres partenaires au développement nous seront d'une grande utilité.

Notre sous-région ne saurait être dans une impasse.

Si nous restons unis et solidaires,

Si nous traduisons notre volonté politique par l'adoption de mesures appropriées,

Je suis persuadé que nous renouerons avec le progrès et la coprosperité.

Je Vous remercie de votre aimable attention.-